



## TEXTE ACTION CONGRES CLERMONT 8-9 MARS 2018

La politique menée par le gouvernement confortée par une majorité pléthorique démantèle toutes les garanties collectives du public comme du privé avec brutalité et rapidité. Loi travail, statut des cheminots, assurance chômage et Sécurité Sociale, attaques contre les Fonctions Publiques, réforme des retraites, aucun secteur n'est épargné. Simultanément, le pouvoir développe une politique très répressive avec la loi « asile-immigration », la circulaire Collomb, l'intégration dans le droit commun de dispositions de l'état d'urgence. Sur le plan économique, les politiques libérales amorcées sous le précédent quinquennat s'amplifient, CSG, suppression de l'ISF, le capital est bien servi !

La Fonction publique est au coeur de la tourmente avec le retour du jour de carence, le gel du point d'indice et le report d'un an des mesures PPCR, suppression de 120 000 postes. La suppression du statut est un objectif de ce gouvernement.

Dans l'éducation, les DHG insuffisantes dans les établissements et les suppressions de postes aux concours dès la session 2018 dégraderont toujours plus les conditions de travail et d'étude. Le projet de réforme du bac et du lycée présenté par Blanquer le 14 février dernier va dans le sens d'une complexification de l'examen et en fait un diplôme d'établissement. Le renforcement du contrôle local va à l'encontre de la garantie d'une justice pour les élèves et de trop nombreuses journées d'enseignement seront perdues en lycée pour tenir les épreuves. Ce projet de réforme va renforcer la concurrence entre les disciplines, obliger à une orientation toujours plus précoce qui va accentuer les inégalités sociales et de genre, supprimer des postes et avoir des conséquences délétères sur les disciplines. De plus, il comporte bien d'autres éléments problématiques : oubli complet des Psy-En dans le Plan Etudiants, fin de la hiérarchie des vœux qui va amplifier le phénomène de files d'attente constatés en juin dernier, charge de travail supplémentaire pour les PP. La mise en place « d'attendus », pré-requis dont la définition sera en partie locale, va accentuer la concurrence et les inégalités entre les universités.

Les enjeux sont fondamentaux pour l'avenir de la Fonction Publique et plus largement de la notion de Service Public. Le SNES soutient les mouvements sociaux en cours (hôpitaux, EPHAD, ...) car ils participent à la défense non seulement des salariés mais aussi des différents services publics.

Le SNES appelle à participer à la journée d'action des retraités le 15 mars pour la revalorisation du pouvoir d'achat, contre la baisse des pensions et la hausse de la CSG.

Le SNES appelle à être aux côtés des étudiants et lycéens en grève et manifestations le 15 mars.

Le SNES appelle à participer aux manifestations du 17 mars contre la circulaire Collomb.

Le SNES soutient les actions des cheminots dans la défense de leur statut et des missions de service public de la SNCF.

Le 22 mars, jour de grève unitaire à l'appel de 7 organisations de la FP, doit être massivement investi comme première étape d'une mobilisation appelée à se poursuivre et à se développer dans les différents secteurs : salaires, emplois statutaires, retraites...

Ce jour doit aussi permettre de porter et rendre visible nos revendications d'abandon du projet de réforme Blanquer, de la réforme du bac et de l'accès au supérieur.